

Le mot des coéditeurs

Jean-Claude Fouron et Rodolphe Malebranche

Ce troisième numéro de la revue thématique du GRAHN, *Haïti Perspectives – Santé*, fait suite au colloque *Haïti-Santé* du mois d'octobre dernier, dont il est à la fois le reflet et le prolongement. Il nous est donc apparu logique de présenter à nos lecteurs la conférence d'ouverture du colloque qui, ici, tiendra lieu à la fois d'introduction et de toile de fond pour tous les textes proposés dans ce numéro.

Fidèles aux convictions fondamentales du GRAHN, nous croyons qu'au même titre que les carences en éducation, l'inégalité d'accès aux soins de santé de la population haïtienne constitue un des éléments majeurs qui nous condamnent, depuis deux siècles d'indépendance, à une affligeante stagnation socioéconomique. Reconnaître la santé comme un droit fondamental est plus qu'un concept politique, c'est une prise de conscience individuelle et collective de la valeur d'une vie humaine. Compte tenu de cet impératif, nous avons accordé dans ce numéro une place prépondérante à l'incontournable dossier de l'accessibilité aux soins de santé dans les régions qui en sont le plus privées, tout particulièrement dans les zones provinciales et rurales. Le **Dr Jean-Marie Bernard** nous fait part de ses réflexions sur le sujet dans un article intitulé «L'accès aux soins de santé dans les secteurs provincial et rural en Haïti». Dans cet article, après un succinct rappel de l'état des lieux, l'auteur présente une liste claire et rationnelle de propositions articulées non seulement autour des principes d'intervention, mais aussi des moyens pour y parvenir tant dans le domaine sanitaire que dans celui de l'offre des soins.

Il nous a semblé que, dans nos réflexions sur l'accès universel aux soins de santé, une place particulière devrait être accordée aux options thérapeutiques dans le contexte haïtien. Deux articles couvrent cet aspect crucial de tout système de santé publique cohérent. Dans la première proposition intitulée «Médecine traditionnelle familiale, point de jonction pour l'intégration de la médecine traditionnelle et de la médecine conventionnelle», les auteurs **Marilise N. Rouzier** et **Dre Lise-Marie Dejean** soulignent l'importance d'une médecine familiale «utilisée par les familles elles-mêmes de façon ancestrale», qu'il ne faudrait pas confondre avec cette spécialité de la médecine conventionnelle dénommée médecine de famille. Ce point de vue est basé sur les résultats d'enquêtes ethnobotaniques menées par les auteures elles-mêmes et bien illustrées dans leur texte. Le deuxième article, qui aborde la question majeure des médicaments et du rôle du pharmacien, a pour titre «Vers un nouveau rôle pour le pharmacien haïtien : expert du médicament et intervenant de première

ligne dans le système de santé». Les auteurs **James Féthière, Ph. D., Denex Frédéric, Pharm.**, et **Pierre Moreau, Ph. D.**, y décrivent la nécessité de faire évoluer le rôle du pharmacien haïtien et proposent des mesures concrètes pour atteindre «l'intégration et la participation de ce professionnel de la santé au système».

Le problème de l'accessibilité aux soins de santé pour tous ne peut être évoqué sans une réflexion sur la question du coût et de la capacité de l'État haïtien à faire face à ces coûts. C'est précisément à cet exercice que nous convie le **Dr Ronald V. LaRoche** dans son article «Financement du système de santé en Haïti». Il s'agit d'une analyse rigoureuse et convaincante qui débouche sur une proposition de solution durable : la protection sociale en santé. Cette option «associerait la participation communautaire à celle de l'État et des bailleurs de fonds internationaux pour le financement pérenne des systèmes de soins en Haïti». Une telle approche a déjà fait ses preuves ailleurs, dans des pays au contexte économique comparable au nôtre. Son application exige intégrité et sens civique élevés, de la part de tous les citoyens et à tous les échelons sociaux. L'auteur de l'article en est bien conscient et propose des balises, tout en soulignant que l'un des principaux défis à relever est celui de «la disponibilité des ressources humaines». Le nombre insuffisant de diplômés et la qualité inégale des programmes de formation du personnel impliqué dans la prestation des soins de santé «risquent d'aliéner les chances de succès de la mise en place de systèmes de protection sociale, faute de prestataires».

Ces deux lacunes majeures mettent à l'avant-scène la question maintes fois soulevée de la mise à profit de l'énorme capital humain que représentent les Haïtiens diplômés d'écoles et de facultés haïtiennes, actuellement expatriés. Les trois derniers articles de ce numéro portent sur cette question récurrente. Le premier, intitulé «Comment la diaspora impliquée dans l'enseignement en santé peut-elle aider Haïti?», est signé par le **Dr Schiller Castor**, le **Dr Harry Max Prochette** et **Wilmina Détournel, inf.** Ce document expose clairement les différents scénarios que l'on pourrait adopter pour établir sur des bases solides un programme de coopération entre concitoyens aux destins différents, certes, mais animés par les mêmes sentiments de justice et de partage. Le deuxième article a pour titre «Revalorisation et encadrement de la profession d'infirmière en Haïti : un incontournable!» et est proposé par **Marie-Lucie Calixte, B. Sc. inf.**, **Édith Comeau, B. Sc. inf.**, **Édith Duterville, B. Sc. inf.**, **Wilmina Détournel, M. Sc.**, **IPSN**, et **Marie-Carla Thermidor, M. Sc.**, **CSSC**. Il s'agit ►

d'un vibrant plaidoyer pour la reconnaissance de la contribution du plus important contingent de professionnels au sein du réseau : les infirmières. Cette contribution exige d'abord une formation initiale solide puis une mise à jour régulière grâce à un programme d'enseignement continu. Les auteures, toutes membres de la diaspora, se sont engagées à participer activement à ce processus de transfert de connaissances et d'expertises. Enfin, dans le même ordre d'idées, **Odiane Medacier, MSN, FNP, ARNP-C**, titulaire de la Chaire d'éducation pour l'Association des infirmières haïtiano-américaines de Floride (É.-U.), dans un témoignage intitulé « HANA/FSIL teaching initiative for better health care outcomes in Haiti », décrit l'implication des membres de son association dans l'exercice

de transfert de connaissances en soins infirmiers à Léogane; les défis et les embûches liés à une telle initiative en Haïti y sont exposés avec lucidité.

Ce numéro d'*Haïti Perspectives – Santé* n'aurait pas vu le jour sans la vision et le constant soutien des membres de la direction du GRAHN. Nous tenons à les féliciter. Notre gratitude s'étend à tous les auteurs qui ont contribué à enrichir le contenu de ce numéro, de même qu'aux membres de notre comité éditorial pour leurs critiques avisées, et surtout à tous les lecteurs qui, par leur intérêt et leurs commentaires constructifs, participeront à l'effort collectif pour l'amélioration des soins de santé offerts à la population haïtienne. ■

Rodolphe Malebranche, M.D.

Jean-Claude Fouron, M.D., FRCSC, C.M., O.Q.



**MAISON
HENRI DESCHAMPS**
Les Entreprises Deschamps-Frisch S.A.